Le Plus-Mot

Édition du vendredi 14 avril 2023

Le journal du Syndicat des enseignantes et des enseignants du Cégep de l'Outaouais (SEECO)
Le Plus-Mot, ***le journal qui combat la désinformation caquiste !***

RASSEMBLEMENT DU FRONT COMMUN

NOUS, D'UNE SEULE VOIX !

Une foule galvanisée de 2000 personnes représentant 420 000 membres était présente au Centre des congrès de Québec le 30 mars dernier pour souligner la fin de notre convention collective. Plus que jamais, les centrales syndicales qui forment le Front commun (CSN, CSQ, APTS, FTQ) se disent unies et prêtes à faire face à un gouvernement qui fera tout pour créer la division parmi les syndicats des secteurs publics et parvenir à ses fins.

> ***« Une matraque, ça fesse en tabarnak ! »***
>
> **Louis Laberge (représentant FTQ, Front commun de 1972)**

Les 50 ans du Front commun de 1972 ont d'ailleurs été soulignés afin de rappeler à quel point l'union a toujours fait la force dans l'histoire syndicale québécoise. Une manifestation a marqué le coup devant l'Assemblée nationale sur l'heure du midi. Contrairement au Front de 1972, aucune violence n'a été signalée, heureusement.

Nouvelles des tables et discours caquiste

Vous pourrez le lire aux pages qui y sont consacrées (p.5-6), le rythme de négociation est désespérant. On l'avait constaté lors de la dernière négo, le gouvernement Legault fonctionne à trois vitesses : lent, ben ben lent et arrêté. À cela s'ajoute une rhétorique antagoniste et axée sur la désinformation digne des chefs d'État les moins scrupuleux. Certains médias ont même repris l'expression « Caquistan » pour désigner le Québec de la CAQ.

Une tortue bien connue…

Devant la réaction plus que tiède des délégués syndicaux après la dernière rencontre de table centrale le 27 mars, le gouvernement a eu beau jeu pour donner l'impression de bouger alors que les syndicats demeurent « fermés » à ses yeux. Il faut pourtant le dire, quitte à le répéter, pour **stopper la désinformation** : la « 3e offre » du gouvernement n'était pas une offre. Il s'agissait plutôt de précisions sur les « offres » précédentes, celles où on propose l'appauvrissement aux employé.e.s du secteur public.

Suite à la page 2.

NOS ARTICLES

Résumé d'AG du 12 avril 2023 p.3
Nouvelles de nos négos p.5
Comités du SEECO p.8
Syndicalisme international p.10
Concours ! p.11
Bons coups des membres du SEECO p.12

Suite de la page 1.

Autre stratégie du discours caquiste : opposer « employé.e.s » et « syndicats », comme si les syndicats n'avaient rien à voir avec le regroupement de travailleuses et de travailleurs qu'ils représentent. On fait tout pour discréditer les syndicats et diviser pour régner.

François Legault se voit en bon père de famille qui n'a pas besoin de consulter les milieux concernés pour savoir ce qui est bien pour eux et présente évidemment les « gros méchants syndicats » comme des empêcheurs de tourner en rond. On sait bien, tout est toujours de la faute des syndicats. Au diable leur idée de sauver le réseau public en offrant de bonnes conditions de travail et des salaires justes aux employé.e.s de l'État.

(T-shirt en vente ici)

Il ne pourra cependant pas adopter cette attitude longtemps. **La question des forums** nous donne un aperçu de quoi le Front commun est capable. Le gouvernement a finalement annoncé la fin de ces « lieux d'échanges » où il se permettait de dicter les thèmes à aborder plutôt que de prioriser les rencontres de tables comme il se doit (et en accord avec la loi). Les ressources du Front commun, tant sur les plans politique que juridique, n'y sont certainement pas étrangères.

Devant des indicateurs de surcharge de travail et d'épuisement extrêmement préoccupants dans le réseau public, la nécessité **d'alliances fortes** pour contrer les manœuvres du gouvernement devient patente. **Il faut se battre non seulement pour nos emplois et nos salaires, il faut aussi se battre pour un projet de société.** Les Québécois.e.s méritent mieux ! Les milieux de l'éducation et de la santé méritent mieux ! Ils doivent être traités avec dignité et respect. À nous de faire entendre nos demandes au gouvernement Legault.

Le gouvernement caquiste est sensible à l'image qu'il projette et à l'opinion publique. Se mobiliser, c'est montrer notre force et faire le poids… **Soyons solidaires, manifestons d'une seule voix !**

Entendu sur les syndicats au Rassemblement du Front commun du 30 mars 2023

« Quel employeur donnerait spontanément des augmentations de salaire? Des congés de maladie? Des vacances? Tout ce qu'on a, ça part d'une négo. Tout ce qu'on garde, ça part d'une lutte. »

Magali Picard, présidente de la FTQ

Trois de vos délégués, Christian, Lyne et Pierre-Luc, en pleine manifestation du Front commun devant l'Assemblée nationale à Québec le 30 mars 2023.

Résumé de l'assemblée générale du mercredi 12 avril 2023

MOT DU PRÉSIDENT DU SEECO

Christian Bernier s'est livré à un discours enflammé difficile à reproduire dans son entièreté ici. Il invite les membres du SEECO, même ceux qui ont voté pour la CAQ aux dernières élections, à être solidaires face à un gouvernement qui a une approche certes pragmatique des dossiers qui peut plaire à plusieurs, mais qui pose de sérieuses questions quant à l'enseignement supérieur au collégial et aux conditions de travail des travailleuses et des travailleurs des services publics.

On est moins dans une négociation de convention collective que dans une tentative de réorganisation du réseau collégial. Ce que le gouvernement propose, c'est un morcellement des études qui entraînera inévitablement une érosion de nos conditions de travail. On l'a souvent dit : nos conditions de travail sont les conditions d'études de nos étudiant.e.s. C'est à la fois pour nos conditions de travail qu'on doit se battre, mais aussi pour une vision humaniste de l'enseignement supérieur collégial.

Au point négo, la demande est simple : êtes-vous indignés des offres patronales? Si la réponse est oui, il faut le montrer au gouvernement en intensifiant les moyens de pression. Solidairement, ensemble, unis, d'une seule voix.

ENTENDU EN AG

Ça ne va pas bien à la table centrale, mais on vous rassure, ça ne va pas bien à la table sectorielle non plus…

Une déléguée qui se veut rassurante

RAPPORT DU SONDAGE PIECES (VACS)

Nadine Blais (Comité pour la prévention des violences à caractère sexuel) et Geneviève Dupuis (Service d'intervention et de prévention des violences à caractère sexuel ou SIPVACS) nous ont présenté les résultats du sondage PIECES (Projet intercollégial d'étude sur le consentement, l'égalité et la sexualité) auquel le Cégep de l'Outaouais a participé avec quatre autres institutions collégiales. Pour en savoir davantage, communiquez avec Geneviève Dupuis pour des services aux victimes de violences à caractère sexuel. Le SIPVACS est présenté dans cette vidéo.

RESSOURCES POUR LA COORDINATION DE STAGE

L'an dernier, la formule de calcul de distribution des ressources à la coordination a été revue. Il a ensuite été question de revoir la formule de calcul de distribution des ressources à la coordination de stage. Outre le fait que tout le monde s'entend sur le manque de ressources, le sondage n'a pas permis de conclure à un consensus sur ce qui devrait être modifié dans la formule. Les changements mineurs sont surtout d'ordre esthétique. Le Comité de révision propose donc le statu quo, ce qui a été adopté par l'Assemblée.

ENTENDU EN AG

C'est la banane au bout du bâton… euh, je veux dire, la mini-carotte au bout du bâton !

Un délégué indigné (et ému)

MANDAT D'INTENSIFICATION DES MOYENS DE PRESSION ET PLANIFICATION DE LA GRÈVE

Pourquoi se mobiliser *maintenant et collectivement* ?

Les services publics sont près du point de rupture. Il faut agir. Chaque action entraîne des conséquences aux tables, car le gouvernement est sensible à son image et nos actions le font réagir. La mobilisation, c'est plus de visibilité et plus de force. Ce sont également de petites menaces qui annoncent qu'on pourrait se rendre à la grève, le moyen ultime, si la partie patronale refusait toujours de négocier.

Voici ce que l'Assemblée a voté :

Considérant la force de l'alliance en Front commun CSN-CSQ-FTQ-APTS; Que le SEECO donne le mandat en Front commun :

- D'intensifier dès maintenant les moyens de pression afin de parvenir à une entente permettant d'améliorer significativement tant les conditions salariales que les conditions de travail et de pratique ;
- De planifier le recours stratégique à la grève au moment jugé opportun en fonction de l'évolution de la négociation. Le recours à la grève devra faire l'objet d'un vote distinct à être tenu lors d'une tournée d'assemblées générales.

Adopté à l'unanimité.

RÉFLEXION DE LA SEMAINE

« La pire forme d'absurdité est d'accepter le monde tel qu'il est, et de ne pas lutter pour un monde tel qu'il devrait être. »

Jacques Brel

ÉLECTIONS

a. Intentions électorales des membres du comité exécutif pour l'année 2023-2024
Quatre membres sur cinq de l'Exécutif actuel du SEECO ont l'intention de briguer de nouveau un poste au Comité exécutif du SEECO l'année prochaine :

Lyne Beaumier à la vice-présidence au secrétariat général ;
Christian Bernier à la présidence ;
Simon Lespérance à la vice-présidence aux finances ;
Pierre-Luc Vallée à la vice-présidence à la convention collective.

Pour sa part, Stéphanie Pontier ira relever d'autres défis après une année de bons et loyaux services.

b. Comité code de vie des étudiants
Annie Gironne a été élue.

Le SEECO la remercie de son engagement !

ASSEMBLÉES GÉNÉRALES DE L'HIVER 2023

La prochaine assemblée syndicale régulière est prévue le **10 mai** (G.-R., local 2.911) à 11 h 30. L'**AGA** (assemblée générale annuelle), quant à elle, est prévue pour le **17 mai** 2023 à 9 h au local F2040 à F.-L. Ce sera l'occasion de présenter le bilan de votre comité !

Nous prions les coordinations d'éviter de prévoir des réunions à ces moments afin de permettre à tous les membres du SEECO de participer à ces rencontres importantes pour notre solidarité syndicale.

CAHIER DES BILANS DE COMITÉ

L'assemblée générale annuelle arrive à grands pas ! Vous devrez nous faire parvenir votre bilan de comité **d'ici le 28 avril** prochain en utilisant le gabarit. Ce n'est pas obligé d'être long et exhaustif : on veut surtout savoir si le comité s'est rencontré et quels ont été les dossiers abordés. Vos recommandations sont également les bienvenues pour aiguiller les membres qui siègeront l'an prochain !

CHRONIQUE MODE
Comment s'habiller en temps de négo

Source : Syndicat des professeures et des professeurs du Collège de Rosemont, que nous remercions chaleureusement

DES NOUVELLES DES NÉGOS

Table centrale : désinformation et ignorance de nos demandes

Les nouvelles aux tables ne sont pas réjouissantes. À la table centrale, où sont discutés les enjeux de salaires et d'avantages sociaux, on compte peu de rencontres avec le gouvernement depuis le début des négociations. Le 27 mars se tenait la cinquième rencontre seulement. Depuis, le gouvernement se vante d'avoir proposé une « 3e offre » alors qu'il s'agissait plutôt de précisions sur les « offres » précédentes : en somme, peu de gains et rien sur le rattrapage ni sur l'indexation. Il persiste d'ailleurs à ignorer nos demandes, à faire carrément comme si on n'en avait jamais formulé.

Tables sectorielles : rythme lent

Aux différentes tables sectorielles, même discours : les rencontres sont brèves (une journée aux deux semaines, de 10 h à 15 h, avec une heure trente de dîner…) et souvent, elles sont carrément reportées, comme ce fut le cas à la table de l'enseignement collégial la semaine dernière. Du côté de la santé, la loi 15 propose la création de Santé Québec et une transformation complète du réseau. Bien que tout le monde s'entende sur le fait qu'il faille absolument faire quelque chose pour les services publics sur le bord du bris de service, le fait d'avoir pris des décisions sans avoir consulté le milieu de la santé, qui a quand même des choses à dire sur le sujet, mine l'adhésion au projet. Au bout du compte, cette façon autocratique de procéder nuit aux patient.e.s comme aux personnels.

Par ailleurs, l'idée de passer de 138 à seulement quatre syndicats annonce des défis majeurs pour nos collègues de la santé. Cette centralisation du pouvoir est présentée par l'équipe de François Legault comme une solution pour faciliter les négociations, mais elle signifie surtout de réduire presque à néant la voix des travailleuses et des travailleurs. **Rien de tel n'a encore été annoncé pour le monde de l'éducation… mais pour combien de temps ?** Les affronts à la démocratie se multiplient, mais le gouvernement n'a peut-être pas prévu l'effet pervers de son approche : elle accentue la solidarité.

RÉFLEXION SUR LA MOBILISATION

Entendu au rassemblement du Front commun du 30 mars 2023 :

« On a deux choix : ne rien faire ou essayer. Il faut agir pour peser dans la balance. »

ACTIONS À VENIR

Rencontre dans les départements

Les membres de l'Exécutif sont prêts à venir rencontrer les membres de votre département sur invitation afin de discuter des négociations, de la mobilisation et de tout ce qui touche votre quotidien particulier. N'hésitez pas à nous écrire au SEECO.

Fête des travailleuses et des travailleurs du 1er mai

Le 1er mai, de 17 h à 19 h, aura lieu une action de mobilisation intersyndicale pour souligner la Fête des travailleuses et des travailleurs. Point de départ : l'aréna Guertin; arrêt au bureau de la députée de la CAQ Suzanne Tremblay; point d'arrivée : le Casino. La marche d'environ 2,9 km mènera à un BBQ de la solidarité offert gracieusement.

Activité suivant l'AGA du 17 mai 2023

Une activité sera annoncée bientôt pour le 17 mai. À noter à votre agenda ! (On vous demande même vos suggestions dans le concours de la page 12.)

L'Exécutif au Rapibus du boulevard Labrosse pour une action intersyndicale le 28 mars dernier.

TABLE SECTORIELLE COLLÉGIALE
RENCONTRE DU 6 AVRIL 2023

Le 6 avril dernier, le Comité patronal de négociation des collèges (CPNC), mandaté par le gouvernement pour négocier les matières sectorielles des collèges, a déposé de nouvelles offres. Bien que ces propositions se précisent, passant de la simple identification d'enjeux à l'expression de mesures souhaitées, il n'en demeure pas moins qu'il y a encore très peu de chair autour de l'os.

Ce qui semble être la pierre d'assise sur laquelle repose l'ensemble des propositions, c'est la volonté du gouvernement de revoir l'organisation du travail en fonction de « façonner des conditions de travail adaptées aux réalités d'aujourd'hui. » Dans sa grande magnanimité, le gouvernement propose de « résoudre des enjeux d'organisation du travail importants, apportant du même coup des solutions orientées vers l'avenir, permettant de valoriser le personnel du réseau et de répondre aux besoins des étudiantes et étudiants qui doivent être au cœur de nos préoccupations. » **En d'autres mots, nos conditions de travail doivent s'adapter à la volonté gouvernementale de modifier le réseau**.

Selon lui, en plus de s'adapter aux besoins de l'effectif étudiant, le réseau « doit aussi répondre positivement et rapidement aux diverses demandes de formation des acteurs externes au réseau ou du gouvernement ». Il faut lire ici qu'il **considère la formation à distance (FAD) comme solution miracle à tous les problèmes**.

Pour parvenir à ses fins, le gouvernement prévoit un ajout de ressources de 30 ETC pour l'ensemble du réseau. C'est donc environ 3M$ (sur 5 ans) que le gouvernement offre pour favoriser la transition vers davantage de FAD, des miettes pour notre réseau qui compte 48 cégeps !

On retrouve aussi dans le dépôt d'autres « solutions » qui visent à « permettre l'accessibilité aux études supérieures et augmenter les qualifications de la main-d'œuvre québécoise. »

Pour ce faire, on vise à reconnaître davantage d'acquis et de compétences et on souhaite élargir les plages horaires. Une somme équivalant à environ 30 ETC (sur 5 ans) visera à compenser l'éclatement du cadre horaire vers les soirs et la fin de semaine… C'est sans parler que derrière « l'accessibilité aux études supérieures et (l'augmentation des) qualifications de la main-d'œuvre » se cache une multitude de nouveaux programmes courts (AEC COUD, accréditations non créditées…) **et une orientation résolument utilitaire de l'enseignement collégial**.

Et puisque les programmes sont appelés à se multiplier, tant en contenu que dans leurs formes, et que les besoins des étudiants seraient en constante évolution, il serait « requis d'intégrer des mécanismes aux conventions collectives assurant le perfectionnement et l'évaluation ». C'est le retour de la sempiternelle demande patronale visant à évaluer les profs qui fait son retour sans le dire clairement, le tout accompagné d'une obligation de perfectionnement et de quatre maigres millions de dollars étalés sur cinq ans, gérés par on ne sait qui et **dédiés uniquement aux compétences numériques**.

Si, d'un côté, le gouvernement dit être conscient de l'importance de la stabilité comme mesure d'attraction et de rétention, d'un autre côté, on voit qu'il est réellement plus préoccupé par le prix qu'il faudrait y mettre. Ainsi, le CPNC souhaite « revoir les modalités d'ouverture de postes », pour évidemment proposer d'en ouvrir moins (!?!). En contrepartie, « dans un contexte de difficulté de recrutement, la stabilité du personnel enseignant devient un élément indispensable à l'organisation de l'enseignement. » **Une des façons de pallier cette difficulté d'organisation est de revoir à la baisse l'octroi des congés…**

En somme, le dépôt patronal compte beaucoup plus de reculs que de gains pour nous. Le gouvernement a beau dire qu'il veut aider à résorber la pénurie de main d'œuvre, il n'y a à toutes fins utiles rien dans ce qu'il propose pour y arriver en enseignement collégial. Quelle démagogie ! Dans le contexte actuel, on mérite beaucoup mieux !

Des problématiques communes, des solutions diamétralement opposées

POSITIONS PATRONALES	POSITIONS SYNDICALES
L'enseignement à distance (EAD) et les formations courtes pour faire face à la hausse des effectifs étudiants	Circonscrire et baliser l'EAD et restreindre les formations courtes qui déstructurent le DEC et menacent la formation générale
L'élargissement des horaires de travail pour accroitre la productivité	Améliorer les contraintes horaires pour favoriser la conciliation famille travail vie personnelle (CFTV)
Limiter la protection de la permanence et accroître le double emploi pour accroître la force de travail	Améliorer l'accès à la permanence notamment par une révision du calcul de la CI minimale
Réduire l'accès aux congés en invalidités afin de réduire l'absentéisme	Améliorer l'accès à certains congés, notamment pour les chargé·e·s de cours à la formation continue

PROFS EN NÉGO

EN ACTION DANS TOUS LES CÉGEPS

Source : Syndicat des professeures et professeurs du cégep du Vieux-Montréal (qu'on remercie chaleureusement!)

COMITÉ ENVIRONNEMENT

GRANDE MANIFESTATION LE 22 AVRIL 2023 À MONTRÉAL POUR LE JOUR DE LA TERRE

Aucune manifestation pour le Jour de la Terre n'est prévue en Outaouais cette année, mais la TROVEPO organise un ou des autobus pour se rendre à Montréal pour la journée.

Départ des bureaux de la TROVEPO (rue Sacré-Cœur, juste à côté de Reboul) à 8h45 le 22 avril.

Retour vers 21h.

Pour réserver une place : coordination.trovepo@outlook.com

Lien vers l'événement :
https://www.facebook.com/events/902401137685087/

Olivier Rousseau (mathématiques) se retrouve dans cet article sur les jeunes éco-anxieux qui passent à l'action. **À LIRE** : Patrick Duquette, « Gérer son éco-anxiété » dans *Le Droit* du 2 avril 2023.

Source : Facebook/Objectif 100,000 Éveillés Québec

COMMISSION DES ÉTUDES

CHATGPT

Il a été question à quelques reprises en Commission des études des défis que peut poser un robot conversationnel comme ChatGPT. Dans un contexte d'enseignement et d'apprentissage, l'intelligence artificielle peut s'avérer très intéressante. Par contre, dans un contexte d'évaluation, elle peut poser des défis importants au personnel enseignant. La Direction des études s'engage à envoyer une communication à la communauté étudiante pour la sensibiliser à la question de l'intégrité intellectuelle, abordée dans le *Règlement sur la fraude scolaire du Cégep de l'Outaouais*, mais aussi pour l'inviter à se conformer au *Guide de présentation des travaux écrits du Cégep de l'Outaouais* pour la présentation des citations et des textes de référence. À souligner que le logiciel Compilatio, offert par notre institution, peut être d'une grande aide pour détecter le plagiat dans les travaux d'étudiant.e.s.

COMITÉ DES RELATIONS DE TRAVAIL (CRT)

DÉFIS DU REPRÉSENTANT SST

Responsable santé et sécurité

Le régime québécois de santé et de sécurité au travail a subi des changements importants cette année. Parmi les changements, celui de la création de la fonction de responsable de la santé et de la sécurité (RSS) est certainement celui qui nous touche le plus. Si le Comité exécutif du SEECO a travaillé à la mise en œuvre de cette nouvelle fonction avec les autres syndicats, la PSCRT a travaillé à convenir d'une façon de calculer la libération. Un autre changement qui nous touche est le fait que, désormais, les stagiaires, y compris les stagiaires en milieux externes, sont sous la responsabilité du Cégep et qu'ils ont droit à des congés de maladie, à un environnement exempt de harcèlement psychologique et à d'autres mesures, comme tout autre employé. Ainsi, en toute logique, les stagiaires externes devraient être considérés comme des employés par le Cégep et donc faire partie de la formule qui sert à établir la libération de la personne RSS.

Or, le Cégep s'entête à nier l'évidence, privant ainsi la personne RSS d'heures précieuses de libération et, du fait même, toute la communauté du Cégep de bénéficier pleinement de ses services. Devant l'impasse, les parties se sont entendues pour que la Direction demande un avis à la CNESST sur la question. L'avis fourni donne entièrement raison aux syndicats. En CRT, la partie patronale a tout de même affirmé qu'elle ne donnerait pas suite favorable à cet avis, préférant judiciariser le litige. Les syndicats se sont entendus pour demander eux-mêmes un avis écrit à la CNESST sur la question et y faire cheminer le dossier.

Stagiaires en milieu de travail

Malgré le refus du Cégep d'inclure les stagiaires externes dans le compte des employés, celui-ci considère tout de même qu'il doit respecter les nouvelles modalités de la loi qui prévoient que l'employeur (le Cégep) identifie les facteurs de risques présents sur les lieux de stages. Nous tentons toujours de comprendre la logique tortueuse qui amène le Cégep, d'une part, à ne pas considérer les stagiaires externes comme des employés pour ne pas libérer davantage la personne RRS et, d'autre part, à les considérer comme des employés quand vient le temps d'identifier les risques à l'extérieur de ses murs. C'est d'autant plus troublant que la Direction a, dans un premier temps, demandé aux coordinations de stages de faire le travail d'identification des risques. Cette demande posait tant de problèmes (le premier étant que cela ne fait pas partie de leurs tâches) que la Direction a dû reculer. Le compromis proposé par la Direction a été de former un comité très large qui identifierait d'abord un plan visant la réalisation du projet à moyen terme tout en tentant de ne pas ajouter trop de travail aux enseignant.e.s.

CNESST

SYNDICALISME INTERNATIONAL

INTERSYNDICAL FRANÇAIS, UN EXEMPLE DE FRONT COMMUN MOBILISANT ?

Le Front commun auquel le SEECO prend part et de façon plus générale l'ensemble de notre Fédération (FNEEQ) comporte, certes, son lot d'impondérables, mais renferme aussi une force mobilisatrice importante face à un gouvernement qui reste sourd aux revendications des employé.e.s de la fonction publique. L'intersyndical français, nom donné au Front commun des principales centrales syndicales françaises, peut-il inspirer notre combat visant à donner aux employé.e.s de l'État des meilleures conditions de travail, ainsi qu'une rémunération plus attrayante ?

Le mouvement de grève français, entamé depuis le début de l'année, a recours à de grandes journées de mobilisation prévues à dates fixes lors desquelles les membres des principaux syndicats débraient afin de se faire entendre dans les grandes villes de France et parfois dans de petites communes éloignées des grands centres. Si les médias font écho d'une participation qui décroit, cela obscurcit le caractère stratégique des actions qui permettent aux grévistes de se relayer lors de ces journées, afin de diminuer l'impact économique lié aux coupures de salaire qu'occasionne la grève.

Dans certaines entreprises, les grévistes se relaient également pour maintenir les lignes de piquetage à coup de période de deux heures, avec comme objectif de se faire entendre en perturbant la chaîne de production sans toutefois perdre trop d'argent. Ce type d'initiative facilitée par le régime syndical français, qui permet par exemple à deux enseignant.e.s travaillant dans la même école d'être affilié.e.s à des syndicats différents, favorise le maintien d'une pression continue sur le gouvernement. Dans l'optique québécoise, ce type de mobilisation exigerait certes une grande coordination des unités syndicales, mais pourrait se révéler efficace dans l'escalade des moyens de pression.

On observe aussi l'impact provoqué par l'utilisation de l'article 49.3 (qui s'apparente à une forme de bâillon) pour faire adopter la très contestée réforme des retraites. Cette tactique du gouvernement a considérablement embrasé les rues, mais a aussi galvanisé la solidarité des Français.e.s et notamment celle des jeunes générations. Les centrales syndicales en ont profité d'une part pour accroître la participation des jeunes lors des journées de mobilisation, mais également pour mettre en place des caisses de solidarité faisant appel à la générosité de la population, qui appuie les grévistes dans une proportion estimée à plus des deux tiers. Car, en effet, une grève coûte cher pour celles et ceux qui la font, surtout en période d'inflation.

En plus de l'aide financière qu'apportent ces caisses de solidarité, « (…) ça donne un soutien moral et pas seulement matériel, les deux se confondent, mais il est évident que celui qui s'engage dans des longues grèves a besoin de sentir aussi qu'il y a derrière lui une solidarité qui existe, qui peut même s'exercer en ligne. », rapporte un enseignant français.

Autre effet important de la mobilisation française sur les retraites est d'avoir accentué l'importance, jadis famélique, que la population octroie aux organisations syndicales. Des sondages révèlent notamment qu'une majorité de Français jugent les syndicats efficaces dans le processus de négociation qui entoure le débat sur les retraites. Il semble donc que nos cousin.e.s français.e.s, n'entrevoient plus les syndicats comme des organisations qui n'ont d'autres objectifs que les blocages à répétions.

Photo : Getty Images/Alain Jocard

À l'aube des négociations québécoises qui s'enclenchent dans le secteur public, espérons qu'à l'image des Français.e.s, le gouvernement Legault sache reconnaître l'apport positif des organisations syndicales et comprenne qu'elles sont entièrement composées de celles et ceux qu'il nommait, durant la pandémie, « nos anges gardiens ».

Pierre-Luc Vallée, enseignant en Sciences politiques

CONCOURS DU DERNIER NUMÉRO !

Le mois dernier, l'équipe du Plus-Mot *vous demandait des photos de votre entourage arborant fièrement du visuel de négo. Deux certificats-cadeaux de 25 $ de chez Pastina ont été remis à* ***Julie Gosselin*** *(Psychologie), notre seule participante (voir* Plus-Mot *du mois dernier). Félicitations ! Nous n'avons donc obtenu aucune autre photo pour ce concours, mais les membres de l'Exécutif ont été sollicités pour l'exercice. Voici les résultats.*

Héloïse, fille de Lyne Beaumier (français); Ophélie et Emerik, enfants de Simon Lespérance (Physique); Alexandre, un ourson allié.

NOUVEAU CONCOURS *PLUS-MOT* !

CONCOURS RÉSERVÉ AUX MEMBRES DU SEECO

Pour notre concours du mois, nous vous demandons des idées d'**activités de mobilisation et de visibilité** originales (si possible) à mettre en œuvre dans le cadre de nos négos pour nous rendre visibles, faire valoir notre solidarité et faire connaître nos revendications.

Nos collègues de Joliette se sont prêtés à l'exercice en cherchant des exemples d'escalade de moyens de pression avec ChatGPT, qui en a proposé une liste : en avant-dernière position, il a suggéré la grève de la faim; en dernière position, le suicide collectif… (mais hey, c'est quand même en dernier recours, là…) On espère sincèrement que vos idées seront meilleures que celles de l'intelligence artificielle !

À gagner : L'une des **deux cartes-cadeaux de 25 $ de la Maison ODDO**, une entreprise locale dont on ne dit que du bien. Pour participer au tirage, il faut nous envoyer votre réponse **avant le jeudi 27 avril 2023 à 15 h** en cliquant ici. On a hâte de vous lire !

PENDANT CE TEMPS AU SEECO

BONS COUPS DES MEMBRES DU SEECO

Félicitation à **Marie-Françoise Taggart**, enseignante au département de français, qui a récemment fait paraître son 4e roman, *Ocre rouge*, qui est la suite de son roman précédant *Elizabethville*. On y retrouve d'ailleurs une partie des personnages qui peuplaient cette intrigue littéraire, unanimement saluée par la critique.

Ocre rouge tourne autour d'une policière, Joyce Bell, élevée sur une réserve autochtone au nord d'Elizabethville et nommée chef du poste de police d'Aylmertree. Elle enquête sur la disparition de jeunes femmes de sa communauté. Elle fera la découverte notamment d'un réseau de prostitution juvénile impliquant des personnalités importantes de la ville. Le tout se déroule alors que le pays entier est subjugué par les œuvres d'un artiste anonyme qui signe ses toiles à l'ocre rouge. Source (texte et photo) : Éditions Main-Libres

Félicitation également à **Marie-Michelle Ricard**, enseignante au département de psychologie, qui vient de faire paraître *Pour que mon corps soit : 50 activités pour développer une relation plus positive avec son corps*.

Au dire de l'autrice, il s'agit d'un premier livre à offrir des activités concrètes sur le sujet de l'insatisfaction corporelle en abordant des thèmes autres que le poids. Ce livre vous invite à sauter à pieds joints dans les activités et vous propose de nouveaux chemins pour aborder le traitement de l'image corporelle. Avec ce livre, vous faites le choix de reprendre le pouvoir, votre pouvoir, pour qu'enfin votre corps soit. Marie-Michelle animera, le 14 avril prochain, une activité en ligne pour souligner le lancement de son 2e essai. Source (texte et photo): JFD Éditions

PARTY DE FIN D'ANNÉE – 18 MAI 2023

Notre banquet de fin d'année aura lieu à la Cabane en bois rond le jeudi 18 mai 2023. Le buffet du BBQ Shop sera là pour nourrir les guerrières et les guerriers que nous sommes ! Pour vous inscrire, cliquez ici. Une contribution de 10 $ vous donnera droit au buffet et à une consommation (c'est gratuit pour les membres qui siègent à un comité).

ENTENDU AU SEECO

Depuis le confinement du 14 mars, le mot du mois est « partiel », comme dans « il faudrait vraiment se grouiller le derrière au moins de façon partielle ».

PROCHAIN *PLUS-MOT*

Le *Plus-Mot* a besoin de vous ! Soumettez vos idées ou vos articles en tout temps pour la prochaine édition. **Date de tombée** : le **jeudi 5 mai 2023**. Le respect de cette date de tombée est précieux pour l'équipe éditoriale ! Veuillez noter que l'équipe se réserve le droit de corriger et de reformater les articles avant publication.

MANDAT DU *PLUS-MOT*

Publier des articles portant sur des sujets d'intérêt syndical, social ou autres nous intéressant en tant qu'enseignant.e.s ou qui s'intéressent à l'enseignement. (PV de l'assemblée générale du 26 octobre 2016).

L'ÉQUIPE DU *PLUS-MOT*

Équipe éditoriale : Lyne Beaumier, Frédéric Ouellet, Pierre-Luc Vallée.

Correction et autres tâches pas si connexes : Christian Bernier, Simon Lespérance, Stéphanie Pontier ainsi que Chrystel « j'ai une belle génératrice jaune » Lasson.

Un gros merci aux membres qui ont contribué de près ou de loin à cette édition du *Plus-Mot !*

Vous avez des questions pour l'Exécutif du SEECO ? Écrivez à :
SEECO@cegepoutaouais.qc.ca